

L'Humanité rouge



Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi 4
mars 1977

No 638

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18.
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Le rêve de Barre Davantage de chômeurs et moins d'indemnités

Dans une interview floue accordée à l'AFP, le premier ministre de Giscard a «précisé sa pensée» sur le chômage, qui n'est qu'une insulte de plus aux travailleurs privés d'emploi.

Il commence par mentir avec effronterie en affirmant qu'il n'y a pas d'aggravation sensible du chômage» et que «le niveau de vie des ménages s'est élevé».

Quant à ses solutions, elles sont nettes et sans appel : il y a trop de chômeurs, il faut faire la chasse à tous les «fraudeurs», expédier les jeunes dans les filiales françaises à l'étranger, diminuer les allocations versées aux chômeurs pour augmenter les subventions distribuées aux monopoles capitalistes. Au passage, on peut noter une allusion à un enrôlement forcé... et

bénévoles des chômeurs dans des tâches «d'intérêt public».

A cette véritable déclaration de guerre contre les travailleurs les directions syndicales confédérales s'empres- sent de faire écho.

Michel Rollant, pour la CFDT estime que «Raymond Barre a changé de vocabulaire» puisqu'il parle non plus de «licenciements»



En riposte au Plan Barre, chômeurs et travailleurs actifs s'organisent pour la lutte.

mais tout bonnement «d'emploi».

Pour la CGT, Krasucki s'exclame à la radio : «M. Barre est-il enfin prêt à des discussions réelles avec la CGT sur les problèmes concrets de l'emploi ?» et affirme : «il faut créer des emplois, donc développer l'économie et cela suppose en premier lieu d'augmenter le pouvoir d'achat, non sans discernement». Voilà un propos qui en dit long sur le projet de ce chantre du Program-

me commun : qui donc, à son avis, pourrait s'arroger le droit de «discerner» parmi les revendications salariales des ouvriers des autres travailleurs, celles qui seraient légitimes et celles qui ne le seraient pas ?

En vertu de quels critères et au nom de quels intérêts ? De ceux des monopoles capitalistes, bien sûr dont Krasucki et consorts s'offrent avec tant de zèle à «rationaliser» le système d'exploitation.

Vente de beurre à l'URSS

LA COMMISSION DE LA CEE DECIDE DE SUSPENDRE LES LIVRAISONS

La commission de la CEE a décidé mercredi de ne plus autoriser les exportations de beurre européen à destination de l'URSS, «au moins dans un avenir prévisible».

Toutefois les 36 000 tonnes de beurre français déjà vendues par la société «Interagra» du révisionniste Doumeng, à l'Union soviétique seront livrées et bénéficieront de la subvention communautaire à l'exportation, en l'occurrence plus de 400 millions de francs français !

C'est la première fois dans l'histoire du Marché commun que la commission de la CEE interdit ainsi la vente de surplus de beurre européen à l'URSS et aux autres pays de l'Est, clients traditionnels de l'Europe des Neuf.

L'annonce de cette vente, qui devait primitivement porter sur 75 000 tonnes (l'URSS se portant aussitôt acquéreur de 40 000 autres tonnes) a suscité un tollé général et une violente campagne de presse en Grande Bretagne et en RFA.

C'est à la suite d'une «fuite» que cette opération a été révélée au grand jour. Il était primitivement prévu qu'elle se réaliserait discrètement, par tranches de 10 000 tonnes.

En France, il semble que beaucoup d'intérêts convergent pour étouffer cette affaire : le gouvernement qui ne veut pas indisposer les monopoles du beurre, le PCF qui ne manque pas, par l'intermédiaire de Doumeng, d'empocher une confortable commission.

Et l'on voit «Le Monde» s'associer à cette campagne en s'indignant vertueusement : «Existe-t-il maintenant une «liste noire» parmi les pays tiers ? Accorder des subventions pour exporter des produits excédentaires vers l'Union soviétique devient-il condamnable, alors qu'agir de même à l'égard de la Suisse ou du Japon ne l'est pas ?»

De la même façon, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, des voix s'élevaient aussi pour prôner la coopération économique avec l'Allemagne nazie alors que Hitler braquait ses canons sur l'Europe. C'est au nom des mêmes intérêts qu'on prétend aujourd'hui nous cacher ceux que Brejnev masse à nos frontières.

MADRID

MARCHAIS ET BERLINGUER AU SECOURS DE CARRILLO

Le «sommets» qui réunit ces jours-ci à Madrid les secrétaires généraux des partis révisionnistes italien, français et espagnol s'insère, à court terme, dans le forcing du PCE pour obtenir sa légalisation rapide, et du même coup la possibilité de participer aux élections législatives qui doivent se dérouler prochainement. En lançant cette invitation, Carrillo avait certainement en tête de populariser le thème : «leur pays est réellement démocratique, ils sont légaux, pourquoi pas nous ?».

Une fois de plus, le jeu des rapports PCE-gouvernement Suarez est dévoilé par les conditions dans lesquelles se tient ce sommet : au 3e étage d'un des plus grands hôtels du centre de Madrid, assiégé en permanence par 200 journalistes et sous la protection conjointe d'un service d'ordre «musclé» du PCE et de nombreux policiers espagnols en uniforme et en civil qui hantent les couloirs de l'hôtel. Enfin c'est à bord de la Cadillac blindée de Carrillo que les 3 compères effectuent leur déplacement.

A plus long terme, l'objectif poursuivi est de poser les trois partis révisionnistes en champions intransigeants des libertés... dans le cadre de l'application des accords d'Helsinki bien entendu ! Autrement dit, il s'agit de réaffirmer bien haut leur indépendance totale et absolue à l'égard de Moscou, démarche indispensable pour piper des voix aux élections et avancer vers le pouvoir, mais sans rien qui puisse irriter sérieusement le «grand frère» Brejnev.

L'accord ne serait d'ailleurs pas parfait entre les champions de l'«Eurocommunisme» eux-mêmes, puisque le projet italien de «déclaration sur les libertés» aurait été modifié pour être rédigé en termes «plus généraux».

Il y a donc peu de chance de voir mentionner dans cette déclaration une dénonciation des violations des droits démocratiques du peuple en Pologne, Tchécoslovaquie ou URSS.

Carrillo a d'ailleurs aimablement précisé à la presse ce que le PCE entendait par son «Pacte des libertés» : «un accord entre tous les éléments politiques qui acceptent le jeu démocratique sur le plan politique et social avec les forces ouvrières, intellectuelles, comme avec les capitalistes désireux de coopérer».

Pendant ce temps, la Garde civile matraque à tour de bras les manifestations paysannes, et chaque jour, ont lieu des dizaines d'arrestations de militants révolutionnaires !

Liban

NABATIEH SOUS LE FEU DES SIONISTES

La ville martyre de Nabatieh, au Sud du Liban, déjà de nombreuses fois pilonnée par les sionistes subit ces jours-ci de violents bombardements qui ont entraîné l'exode de la plupart des 25 000 habitants.

Depuis le début de la semaine, les obus de 155 déferlent sur la localité, causant de nombreuses victimes.

Dans une dépêche datée de Beyrouth, l'Agence d'information palestinienne «Wafa», révèle que Nabatieh est bombardée par l'artillerie israélienne et celle des phalangistes libanais.

Fougères

Usine Réhault occupée depuis plus d'un an

Les travailleurs appellent à participer nombreux aux :

JOURNEES «ENTREE LIBRE»

les 5 et 6 mars

- Gala le 5 à 20 h 30

débats, expositions, ventes les 5 et 6
Venez nombreux en solidarité avec la lutte
contre le chômage et pour vivre et travailler
au pays. (Voir interview des travailleurs de
Réhault page 4).

La lutte dans les universités italiennes

LES TRAITRES SE DEMASQUENT

Plus de 4 000 étudiants ont participé au Congrès national des universités en lutte, le week-end dernier, à Rome. Le mouvement avait démarré, il y a environ un mois, pour lutter contre le projet gouvernemental de réforme de l'université, projet soutenu par les révisionnistes du PCI.

Très rapidement, ce mouvement de masse d'ampleur nationale a pris un caractère très nettement anticapitaliste et antirévionniste. Plusieurs tentatives de récupération du mouvement par les révisionnistes ont lamentablement échoué. On se souvient que Lama (le Séguy italien) avait été accueilli à coup de pavés par les étudiants en colère quand il était venu proposer une «conciliation» sur le campus de Rome, visant en fait à faire passer la réforme en douceur.

Le congrès de ce week-end a, à nouveau, manifesté la grande volonté de lutte des étudiants italiens contre la bourgeoisie sous toutes ses formes.

Sous prétexte de «liaison avec la classe ouvrière», les révisionnistes et les trotskistes ont à nouveau tenté

une manœuvre en essayant de faire lire un message de la direction révisionniste du FLM (syndicat de la Métallurgie). La réaction de l'assemblée ne s'est pas fait attendre et c'est un véritable tollé général qui s'est élevé contre cette magouille. De plus l'assemblée a refusé une rencontre avec les soi-disant «organisations des travailleurs» et s'est prononcée pour une liaison réelle et directe avec la classe ouvrière.

Dépités, les trotskistes ont dévoilé leur véritable visage en participant, à l'encontre des décisions du congrès, à une réunion fractionniste avec la direction de la CGIL (CGT italienne) et la Fédération des jeunes révisionnistes italiens.

On ne risque pas de se tromper en disant que l'ordre du jour de cette réunion a dû porter sur la manière de mieux saboter le mouvement pour le récupérer

mais ils ont du travail car, loin de s'éteindre, le mouvement contre la réforme et le chômage dans la jeunesse gagne chaque jour en ampleur.

Il s'est étendu, ces derniers jours, à plusieurs dizaines de lycées et d'établissements techniques, dessinant ainsi un réel lien entre la jeunesse ouvrière et intellectuelle.

Et les pompiers des luttes en sont pour leurs frais...

URSS

L'EXPLOITATION SOCIALE-FASCISTE AU QUOTIDIEN



Un magasin de luxe à Moscou pour la nouvelle bourgeoisie soviétique.



L'envers du décor : la queue devant un magasin d'alimentation en Ukraine en 1976.

Aide de l'OPEP au Tiers-monde

Réunis en conférence lundi et mardi à Vienne, les ministres des Finances de l'OPEP ont décidé de consacrer, comme l'an dernier, 800 millions de dollars à l'aide qu'ils souhaitent accorder en 1977 au tiers monde.

Cette nouvelle contribution au «Fonds spécial» de l'OPEP démontre, selon un communiqué publié mardi soir, «le profond intérêt que porte l'organisation au bien-être des autres pays en voie de développement» et «les efforts constants qu'elle consacre à la mise en place du nouvel ordre économique mondial».

M. Ali Jaidah, secrétaire général de l'OPEP, qui commentait mardi les travaux des ministres, n'a pas indiqué de quelle manière ni dans quelles proportions respectives l'OPEP voulait utiliser ces sommes, une partie doit être consacrée au «fonds de stabilisation des matières premières», prévu par la CNUCED, a-t-il pourtant précisé.

Portugal

7e CONGRES DU PCP (ml)

Le 7e congrès du Parti communiste du Portugal (marxiste-léniniste) a eu lieu à Lisbonne.

Heduno Gomes Vilar, secrétaire général du Comité central du Parti communiste du Portugal (ml), a présenté un rapport sur les activités du Comité central, dans lequel il a analysé la situation politique du monde et du pays, la contradiction principale au Portugal, et a formulé également la ligne politique actuelle du parti.

Vilar a indiqué que de profonds bouleversements ont eu lieu dans la situation internationale et dans le mouvement communiste. Les changements dans les relations internationales confirment la justesse de la brillante théorie de Mao Tsé-toung selon laquelle le monde est divisé en trois parties ou trois mondes à la fois liés et contradictoires.

Il a également analysé le développement inégal de

l'Union soviétique et des États-Unis. Le social-impérialisme russe, a-t-il poursuivi, est non seulement l'ennemi principal des pays européens, de la Mongolie, de Cuba et de l'Angola, mais aussi celui des pays ouest-européens, lesquels sont à la portée de la plupart de ses canons.

Quant à l'impérialisme américain, a-t-il ajouté, nous combattons énergiquement ses ambitions hégémonistes. Nous soutenons les pays du second monde dans leur juste lutte contre l'hégémonisme pratiqué par les deux supergrands, en particulier dans leur lutte contre la menace du social-impérialisme. Nous nous opposons à l'oppression et à l'exploitation des peuples du tiers monde par le colonialisme ancien et nouveau.

Le congrès a adopté ce rapport ainsi que le nouveau programme et les statuts du parti, et a élu le 7e Comité central.

SUCCES D'UN MEETING ANTI-IMPERIALISTE A VILLEURBANNE

Plus de 200 personnes, pour la plupart originaires d'Afrique et des pays arabes, se sont pressées dans la salle du palais du travail de Villeurbanne pour assister au meeting marquant la semaine anti-impérialiste dans cette ville.

L'intervention centrale, commune à l'Association des étudiants originaires de Madagascar, à l'Association des stagiaires et étudiants des Comores, à l'Association générale des étudiants gabonnais, à l'Union des étudiants et élèves de Côte-d'Ivoire, à l'Union nationale des étudiants du Kameroun, à l'Union des étudiants de Centrafrique, à L'Humanité rouge et au PCR-ml, ainsi que les débats qui ont suivi ont vu la dénonciation très massive et très claire du

social-impérialisme et de l'impérialisme américain.

Ce meeting marque un grand pas en avant dans la lutte anti-impérialiste par rapport aux meetings qui s'étaient tenus les précédentes années. Tous les problèmes n'ont bien sûr pu être abordés et les organisations qui appelaient ont décidé de créer un comité de liaison anti-impérialiste à Lyon afin de développer la solidarité internationale, l'étude et la propagande anti-impérialiste. C'est un nouveau pas dans le renforcement du travail local anti-impérialiste et antisocial-impérialiste dans notre ville.

Un message du Comité local du PCMLF a été lu au meeting et très applaudi.

Correspondant HR.

Espagne

MANIFESTATIONS PAYSANNES

Le mouvement de protestation des agriculteurs espagnols s'est étendu mercredi à 18 provinces du nord et du centre de l'Espagne. Près de 200 000 paysans ont manifesté avec 80 000 tracteurs, occupant le bord des routes.

Les agriculteurs souvent face à face avec la Garde civile scandaient des slo-

gans et arboraient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Justice pour les champs» et «pour une fois que nous sommes unis, nous lutterons jusqu'au bout».

De nombreuses manifestations sont encore prévues Jeudi et le mouvement va s'étendre à de nouvelles provinces.

Modifications dans notre presse

C'est à partir de lundi 7 mars que notre quotidien passera de 8 pages à 4 pages toujours sur le même format mais au prix de 1 F par jour. Conformément aux décisions annoncées par nos camarades J. Jurquet et S. Marty (cf HR daté du mardi 1er mars) la confection d'un bimensuel, destiné à la vente militante est préparée activement et le No 1 sortira daté du jeudi 16 mars (nous reviendrons ultérieurement sur le bimensuel).

D'autre part, la préparation du passage de quotidien du soir à quotidien du matin, 6 jours par semaine et ultérieurement le retour aux 8 pages quotidiennes est mise à l'étude.

Dans l'immédiat voici quelques indications sur les conséquences de ces transformations du point de vue des abonnements au quotidien et de sa diffusion.

1) Abonnements en cours : Pour les anciens abonnements et réabonnements, un avoir sera fait à chaque abonné en fonction du nom-

bre de journaux restant encore à servir sur la base de 1,50 F et sera reporté en nombre équivalent de journaux à 1 F, ce qui prolongera d'autant tous les abonnements.

Ex : un abonnement devant se terminer au No 660 quand le journal était à 1,50 F ; à partir du No 640 par exemple le journal est à 4 pages et à 1 F. Il restait donc encore 20 numéros à 1,50 F à servir soit 30 F qui seront convertis en 30 journaux à 1 F l'abonnement qui devait se terminer au 660 se terminera donc au 670.

Chaque abonné recevra automatiquement comme actuellement l'avertissement de fin d'abonnement rectifié c'est-à-dire que la date de fin d'abonnement signalée sur le rappel sera le numéro auquel son abonnement se terminera, le passage du prix du journal de 1,50 F à 1 F ayant été calculé.

Pour les abonnements ou réabonnements nous signalons qu'un abonnement

de un mois correspond à 22 numéros, 3 mois à 66 numéros, 6 mois à 132 numéros.

Nous demandons à nos abonnés pour éviter une interruption de leurs abonnements, de se réabonner dès que possible sans attendre l'avis de rappel de fin d'abonnement, sachant que leur abonnement se terminera au bout de 22 numéros, 66 numéros, ou 132 numéros en fonction de la date de départ de l'abonnement en cours. Cela allège d'autant le travail de l'administration.

Pour les abonnements hors France, un nouveau tarif est également à l'étude et sera communiqué aux abonnés au fur et à mesure de nos possibilités.

2) Nouveaux abonnements : un tarif sera publié dans les numéros du 8 mars et suivants.

3) Le tirage étant augmenté pour permettre une plus grande mise en kiosque, nous signalons à tous nos camarades et amis lecteurs que dès lundi :

— Le quotidien sera en vente dans toutes les bibliothèques de gare SNCF ou métro de la banlieue parisienne (91, 92, 93, 94, 78), ainsi que dans toutes les gares SNCF de Paris même. De nombreux points de vente supplémentaires seront approvisionnés en banlieue même, et en province la livraison des dépositaires sera augmentée dans la plupart des grandes villes.

Exigez le quotidien chez votre libraire !

CES Pailleron

PROCES RENVOYE

On comptait sans doute en haut lieu sur le temps pour effacer la responsabilité du système capitaliste et de sa loi de profit, on comptait sans doute terminer l'affaire de l'incendie du CES par le procès de deux jeunes, enfants à l'époque !

Mais l'Association des familles des victimes est toujours vigilante et prête à se mobiliser : ce procès est à

nouveau renvoyé. Il faudra bien que vienne celui des vrais responsables !

Mais là, la procédure est remarquablement lente : déjà 4 ans depuis l'incendie et les responsabilités dans le non-respect d'exigences minimum de sécurité n'ont pas encore été « dégageées » ! Voilà une « justice » qui montre pour qui elle travaille.

Globtik Venus

L'ARMATEUR PIRATE BOYCOTTE

Capitalisme et banditisme ne font qu'un : c'est ce qu'a prouvé mercredi l'armateur du pétrolier « Globtik Venus ». Ce patron britannique n'a pas hésité à recruter à grand frais un commando de 39 mercenaires pour briser la grève de l'équipage de ce pétrolier revendiquant une augmentation de salaire !

Et cela s'est passé dans le port du Havre, où la cargaison a ensuite été déchargée !

Quant aux 28 Philippins qui constituaient l'équipage, ils ont été licenciés et seront renvoyés à Manille !

Ces actes de gangster ont soulevé un tollé de protestations. Les marins CFDT par exemple, dénoncent « l'acte de piraterie » et refusent qu'il soit « possible que des éléments étran-

gers viennent faire la loi sur des navires en escale dans les ports français ».

Mais le président de la Fédération internationale des travailleurs de transport, Charles Blyth, a déclaré que le pétrolier serait boycotté où qu'il aille et Slater, président du syndicat britannique des gens de mer a indiqué qu'un équipage sollicité pour remplacer les philippins ne quitterait pas la Grande Bretagne tant que n'auraient pas été prises en considération les revendications de ces derniers.

Après le PDG tirant sur ses ouvriers à Nîmes (et, soit dit en passant, déjà remis en liberté !), voilà le PDG pirate !

Tant que la classe de ces bandits capitalistes aura le pouvoir, il n'y aura décidément aucune sécurité pour les travailleurs !

ENCORE LE CONFLIT DES GENERATIONS

Toute l'existence des trotskistes repose sur le fait qu'ils se donnent des allures très révolutionnaires pour amener ensuite ceux qui se laissent tromper à leur jeu à voter pour l'Union de la gauche.

Aussi, quelle n'est pas leur déception de voir que « L'Humanité » refuse de vanter les listes trotskistes dans ses colonnes ! Le PCF est décidément un père ingrat : on leur accumule des voix (pas beaucoup mais...) au premier tour, on les leur refile au second tour, et ils ne disent même pas merci. Le dernier numéro de « Rouge » s'insurge : « L'Humanité » est devenue maintenant un journal libéral (!) On s'aime bien, alors pourquoi ce silence ? Ou comme disait cet autre organe trotskiste « L'étincelle » (OCT) : « Nous n'avons aucun espoir dans ces politiciens de gauche, nous savons que leurs objectifs n'ont rien à voir avec les nôtres, que leurs méthodes sont celles de l'oppression que nous combattons, mais nous voterons pour eux, contre la droite. » Ça doit être enthousiasmant d'être trotskiste !

LES «COUCHES MOYENNES»

ENJEU ELECTORAL

Ce sont maintenant les fameuses « couches moyennes » qui sont l'objet de l'attention malveillante des partis bourgeois. Sous la présidence de Marcellin (c'est tout dire) viennent de se créer les GIR : Groupes d'initiatives et de responsabilité, qui entendent regrouper à la fois les PME, les médecins, les artisans, les paysans et les cadres. Grandes ambitions.

Le fait est que les paysans (surtout les plus pauvres) et les artisans voient leur niveau de vie très atteint et refusent de plus en plus le plan Barre. De plus, le PCF a lancé une vaste campagne auprès des cadres leur promettant une part de gestion des usines que nationalisera le Programme commun. Il garantit aux patrons des PME le maintien de leurs profits. Le but des GIR est de ramener toutes ces voix possibles à droite. Le PCF se déchaîne dans « L'Humanité » : « En cas de victoire de la gauche, le pouvoir actuel espère disposer d'une force de manœuvre capable de créer des mouvements de diversion lorsque les nationalisations seront à l'ordre du jour. »

Ces « engueulades » entre bourgeois ne peuvent tromper personne, surtout pas les petits paysans et artisans. Les intérêts des travailleurs ne sont pas là.

LE PCF CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

En cette période électorale, le PCF a rencontré le Conseil représentatif des institutions juives de France et déclare avoir trouvé avec lui un terrain d'entente. Le CRIF, sous couvert de lutte anti-raciste et antisémite, est une de ces organisations sionistes qui défendent l'État colonialiste, raciste et fasciste d'Israël.

Le PCF a bien joué le jeu. Il y est allé de son couplet sur les libertés et contre la discrimination raciale. Puis on en est venu au vrai sujet : Israël. Le PCF rappelle son soutien à la résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU, résolution que rejettent les Palestiniens.

Pour « donner bonne mesure », le PCF a aussi parlé des droits nationaux du peuple palestinien. Or, précisément, ce que veut ce peuple, c'est vivre dans sa patrie usurpée par Israël.

C'est un nouveau coup de poignard dans le dos des peuples arabes, palestinien notamment. Le PCF est prêt à tout pour gagner des voix, prêt à s'acoquiner avec les pires ennemis des peuples. A quand la projection par le PCF de « Raid sur Entebbé » comme l'a fait d'Ornano ?

**QUAND VOUS AVEZ LU
LE QUOTIDIEN
FAITES-LE LIRE AUTOUR
DE VOUS**

«Le matin de Paris» un nouveau journal ?

UNE ENTREPRISE DE RECUPERATION !

Qu'un nouveau journal sorte sur Paris en pleine campagne électorale, que ce journal se dise indépendant de tout parti, qu'il appelle en même temps à voter Union de la gauche (dont la victoire est paraît-il assurée), qu'il publie de grandes photos de Mitterrand déclarant « Je souhaite que "Le Matin de Paris" tienne sa place dans notre combat commun », sont autant de faits révélateurs...

« Le Matin de Paris » est une entreprise de récupération au service de la « gauche ». Il se pose comme le bon conseiller des partis du Programme commun, mais sans en être vraiment : le journal de ceux qui votent pour le PS sans être au PS. Il fallait trouver « un bon conseiller type » : on est allé déterrer Mendès-France.

Mendès-France, c'est un peu le Servan Schreiber de la « gauche » : ministre de ci de là, mais jamais bien longtemps, fondateur du PSU, mais vite sorti du PSU, applaudi à Charletty, mais pas réélu à Grenoble en 68, à « gauche » mais pas dans la « gauche »... bref, un homme qui en sait des choses, mais qui n'a pas eu de chance.

On a aussi trouvé pour ce premier numéro un « écologiste de gauche sans l'être », lui aussi plus ou moins sur les trottoirs ensoleillés de Mai 68 en son temps (mais sur le trottoir seulement) et qui a trouvé aujourd'hui un protecteur en la personne de Mitterrand.

On nous parle aussi dans les éditoriaux, de la lutte des travailleurs, car on voudrait bien non seulement récupérer un vieil aigri et un jeune minet, mais aussi les masses travailleuses...

Mais il suffit de lire la liste des « grandes signatures du "Matin de Paris" » pour trouver Rocard, Delors, Martinet, tous au PS, et Pisani, au PS lui aussi mais en plus ancien ministre de De Gaulle et comprendre où ces gens-là veulent mener les travailleurs...



Fougères, une année de lutte

Interview de travailleurs de Rehault

Voici maintenant plus d'un an, au début de février 76, les travailleurs de chez Rehault occupaient leur entreprise pour s'opposer aux licenciements.

En une année de lutte, ils ont montré leur détermination à s'opposer au chômage et leur volonté de « vivre au pays ».

Pour rappeler cet anniversaire, nous avons ren-

contré plusieurs travailleurs de l'entreprise, tous sont dans la lutte depuis le départ et participent à l'occupation.

Le point de départ de l'interview est le verdict d'un procès — décembre 76 — en référés sur l'occupation ; le juge n'a pu condamner les inculpés sur la forme, certains ayant retrouvé du travail, trois autres n'occupant plus...

LES DEMELES AVEC LA JUSTICE

Le verdict du juge des référés a été ressenti comme une victoire par les travailleurs. D'après vous, pourquoi le juge a-t-il reculé ?

A : C'est exact, ça a été une victoire, oui. Les syndicats auraient dû vérifier qui occupaient ! Mais le rapport de force a permis de soutenir moralement les copains.

C : Je pense que ce sont les erreurs des syndicats.

B : Il faut dire que les syndicats ont été déboutés sur la forme mais le juge leur a donné raison sur le fond. La mobilisation a joué, et le fait d'être « créanciers » (les syndicats doivent 43 millions au CEI) ; ça l'a rendu mal à l'aise.

Comment ont réagi les inculpés et les travailleurs ?

C : Soutenus par l'organisation syndicale, qui avait fait appel à un avocat, les

inculpés ont attendu le jugement sans inquiétude.

A : Il y a eu une appréhension normale sur le coup de la surprise, mais ça n'a pas duré.

L'assemblée générale unanime a décidé de soutenir les camarades. L'avocat a donné des explications aux travailleurs. Le jour du procès, on a mobilisé quatre cars pour aller au palais de justice à Rennes, où nous étions déjà allés pour les gars de chez Garnier (de Redon) et les paysans du Finistère.

B : Certains ont pensé à l'évacuation : comment faire pour se retrouver ensemble après, pour maintenir les AG ? Certains avaient peur de voir supprimé le rapport de force.

On a pu ouvrir les yeux sur le point juridique, savoir jusqu'où on était capable d'aller vraiment...

Cela signifie-t-il que l'usine ne sera jamais « occupée » par les flics ?

C : On ne connaît pas l'avenir... !

Lors de la parution devant le juge, les inculpés étaient divisés, est-ce la réalité dans l'usine ?

A : Non, ce n'est pas la réalité. Les inculpés qui se sont tenus à l'écart, n'étaient pas suivis par l'AG quand ils étaient dans la lutte.

B : La CGT n'est plus présente, 2 seulement parmi les 3 inculpés défendus par l'avocat CGT, avaient occupé mais n'occupaient plus, et ils l'ont bien dit !

C : La CGT « officielle » a quitté la lutte depuis long-

temps, mais il reste des militants CGT qui se battent avec tous les travailleurs.

D : Au début à la CGT, certains voulaient toujours se mettre en avant, être la tête de liste.

Quand il y avait quelque chose, c'était sensément toujours la CGT qui l'avait fait. Mais en réalité, ils n'étaient jamais là pour le travail : ceux-là se sont retirés de la lutte. Comme les gens des bureaux, ils étaient pour une solution de reprise avec 230 emplois.

Pour le tribunal, ils se sont défendus tous seuls, et ont même dit que la CGT n'avait jamais occupé.

D'autres de la CGT sont encore dans la lutte, ils occupent, un d'entre eux a été défendu avec tous les autres et ceux-là sont écœurés du comportement des anciens délégués.

Comment s'est faite l'unité des travailleurs ?

A : Au départ, c'est le « comité de lutte » qui permettait de coordonner les affaires, entre CFDT, CGT et non syndiqués.

B : Le comité de lutte a permis une certaine unité à un moment, en permettant certains compromis. Mais ça n'a pas toujours été possible.

Surtout, il y a les échanges au niveau des gardes, des personnes qui viennent travailler. Ce qui sert l'unité, c'est l'idée de retrouver un emploi et pour ça d'être dans la lutte, de rester ensemble. Il y a eu à peu près une prise de conscience de se mobiliser (par exemple pour la production).



LA SOLIDARITE

Avez-vous reçu le soutien que vous attendiez ?

D : Par les autres boîtes en lutte, c'est très bien. Eux expliquent ce qu'ils ont fait, nous posent des questions et nous aussi. Ça a beaucoup aidé surtout au début, où on paniquait.

La CIP doit revenir, là toutes celles qui sont restées dans la lutte sont reprises, elles viennent expliquer comment elles ont fait pour tenir 18 mois et imposer aux patrons de les prendre avec les mêmes avantages qu'avant.

C : L'organisation syndicale CFDT au plan local, régional et fédéral (Hacuitex) nous apporte son soutien ainsi que les partis politiques qui sont dans le comité de soutien (ce comité est composé de la CFDT, de la CSCV-APF, du CRL-lycéens, du MRJC, du PS, du PSU, d'HR...)

A : Oui, dans l'ensemble. Par exemple pour le 1^{er} Mai.

Il y a eu aussi les ventes et les déplacements qui ont bien marché (SICCNA à St-Malo, UL CFDT de la région, Thomson à Paris, LIP, CIP, Desombres, etc.) Pour les partis, le PC on ne peut pas dire qu'il soutienne les travailleurs : il ne participe pas au comité de soutien. Les journaux au départ se sont précipités maintenant on ne les voit plus.

B : Pour les partis, ceux de droite cherchent plutôt à nous enfoncer, mais il n'y a pas eu du tout appui du PC et de LO.

Les syndicats : aucun appui des UL CGT, FO ou CFTC (il y a eu un tract FO contre nous, et l'UL CGT a fait distribuer un tract, le jour même, contre le départ pour soutenir les camarades de la SICCNA à St-Malo, alors que la veille les syndiqués CGT de ma boîte étaient d'accord).

Seule la CFDT nous a soutenus, et plus maintenant qu'à certaines périodes où il y avait des divergences au niveau de la lutte.

Et puis bon nombre de personnes s'intéressaient au conflit lors des ventes de chaussures, à Fougères il y a eu les achats c'est tout.

Le comité de soutien a aidé (par les réunions de quartier) il a joué son rôle de popularisation mais il n'avait pas le même aspect qu'un comité de soutien à une lutte comme Gaillard et Mignot (soutien financier) : son rôle a été moins tape-à-l'œil.

LES GRANDS MOMENTS DE LA LUTTE

Quel a été le moment le plus fort de la lutte ?

A : Le 1^{er} Mai (action régionale CFDT) qui a donné un coup de pouce, les 2 et 3 juillet (carrefour des luttes) qui a renforcé le moral.

Ces deux moments ont compté, mais il y a eu aussi les journées « portes ouvertes » dont la dernière où il y a eu de 4 à 5 000 personnes.

B : Les premières démarches à la préfecture de Rennes où la boîte était descendue en force et où on a eu le soutien sur place notamment des étudiants. La présence au conseil municipal (fin février 76 — voir HR No 440)*. Le 1^{er} Mai aussi, mais c'était différent car c'était une action régionale, ça a permis d'élargir l'information sur le conflit.

Le carrefour des luttes a été un temps fort pour nous, mais ça n'a pas eu d'appui au niveau de la population.

Mais même en ce moment, si ce n'est pas un temps fort dans l'action extérieure, c'est une période de mobilisation à l'intérieur, de même en juillet il n'y a pas eu le creux qu'on attendait.

C : Le plus grand moment de joie, c'est quand les gens ont appris qu'ils n'étaient pas évacués et que l'on pouvait rester tous ensemble.

D : Pour moi, ce sont toutes les actions collectives.

Dès le début, pour les cartes de pointage, ça a été dur. A l'ANPE, ils voulaient qu'on se présente un par un, par ordre alphabétique, à tel jour, telle heure... Pas question !

Ça a été dur, il a fallu y aller 2 ou 3 fois. On est tous rentrés dedans. On voulait emmener le directeur avec l'estafette de l'usine, il fallait bien qu'il se décide, et... il a donné les cartes.

Pour les indemnités, on n'était pas payés, alors on va tous chez le syndic Massart, et on est payé.

Alors que tout seul, ils te poussent de bureau en bureau, quand on est tous ensemble, ils tremblent et on va au bureau qu'on veut.

Le moment le plus difficile ?

A : Peut-être les vacances où il y avait une certaine désorganisation. Quand s'est posé le problème du comité de lutte ou des ventes (la CGT surtout l'UL) était contre, mais elle les a utilisées pour son « Four de France des bradés » !

D : Le retrait des permis de conduire de certains qui venaient manifester sur 2 files jusqu'à Rennes avec leurs voitures, mais ça s'est arrangé. En général toute la répression.

On ne demande jamais rien aux flics et ils nous cherchent des noises.

C : Pas de moment particulièrement difficile, c'est difficile en permanence.

B : Sur l'ensemble tout le monde a eu des périodes creuses.

Souvent quand il y a un problème au niveau des militants, c'est l'AG qui repart. Ainsi, actuellement, certains reprennent des gardes, reparticipent aux AG. Il y a un relais entre nous.

Les objectifs de la lutte et les acquis

Pourquoi la revendication de 1 000 emplois, alors que vous n'êtes que 600 dans l'entreprise au moment des licenciements ?

C : Parce que sur Fougères il n'y a pas que nous qui sommes sans emploi.

A : 1 000 emplois ça ne concerne pas que la boîte, c'est une revendication sur la plan local, cela concerne tous les chômeurs (C nistallerie, d'autres boîtes vont avoir des problèmes).

On demande aussi des emplois dans une entreprise nationalisée car c'est l'État qui est responsable, donc l'État-patron doit créer des emplois, en même temps on montre qu'il se fout des gens.

B : Et dans le passé, la boîte a employé 1 200 travailleurs ; c'est toujours possible d'avoir 1 000 emplois dans la boîte.

C'est une revendication pour résoudre une partie du chô-

mage sur Fougères.

Qu'a apporté la lutte ?

B : La lutte a aussi montré qu'il était possible aux travailleurs de s'organiser, les gens sont capables de prendre des initiatives (actuellement les monteuses se sont mis à faire de la menuiserie pour la popularisation).

En fait, même avec les 90 %, les gens sont venus quand même aux nuits de garde, ils ont montré qu'ils n'étaient pas des fainéants, car certains sont venus tous les jours. Et je suis surprise aujourd'hui de voir qu'il y a encore 200 personnes qui occupent, malgré tout le travail de sape qui a été fait.

C : Une bonne entente maintenant entre tous ceux qui restent car ils veulent la même chose. L'organisation est vraiment bonne, pour les gardes et pour la production, sans cadences bien sûr, des objets qu'on fabrique. Tout le monde peut donner son avis sur tout.



Foyers Sonacotra

Communiqué

FACE AUX ATTAQUES DE LA SONACOTRA ET SES ALLIÉS 25 MOIS DE LUTTE

Au cours de 25 mois de lutte dans les foyers SONACOTRA ainsi que 25 mois d'intimidations et de répression les résidents ont toujours résisté tête levée, baignés dans l'infinie confiance qu'ils ont forgée par l'unité dans la lutte entre tous les résidents de toutes les nationalités de tous les foyers et les comités de résidents solidement unis au comité de coordination, comme les racines tenant au tronc de l'arbre.

Dès les expulsions de nos 18 camarades délégués jusqu'aux saisies-arrêts en passant par les négociations foyer par foyer, la SONACOTRA et ses alliés essayent toujours de casser l'unité sacrée des résidents en s'infiltrant à l'intérieur des foyers en même temps qu'ils se mettent d'accord dans les cabinets de la SONACOTRA pour préparer l'attaque d'ensemble contre notre juste grève et les intérêts autonomes des immigrés.

D'un côté ils demandent le statut spécial pour les immigrés (comme si on était des travailleurs spéciaux. Nous leur demandons quelle est la différence entre travailleurs français et travailleurs immigrés).

D'un autre côté, ils font

tout pour casser notre lutte qui va dans le sens de l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés et pour supprimer le racisme, comme on l'a vu à l'intérieur des foyers, et la division que la SONACOTRA et ses gérants faisaient régner dans les foyers entre les nationalités.

Malgré ce règne de la SONACOTRA qui a duré pendant 20 ans d'exploitation, aujourd'hui l'unité des résidents dans la lutte autour de leurs comités de résidents et du comité de coordination et sa plateforme revendicative a réussi à faire échouer le racisme et les tentatives de division entre travailleurs. Depuis 25 mois, la longue et dure mais victorieuse lutte a obligé nos faux amis à se démasquer et nous a fait connaître nos vrais amis.

On dénoncera toujours les manœuvres de la SONACOTRA et de nos faux amis pour que nos vrais amis nous comprennent et soient de plus en plus nombreux à nous soutenir jusqu'à la victoire totale des résidents, pour la satisfaction de toutes nos justes revendications.

La grande mobilisation des résidents devant les dif-

férents tribunaux d'instance a fait échouer les attaques de la SONACOTRA qui pensait nous intimider par les saisies-arrêts sur salaire.

Grâce à la grande mobilisation des résidents et à la popularisation des comités de soutien, le juge de St-Denis ainsi que celui de Puteaux ont reculé sur leur décision de donner à la SONACOTRA les sommes saisies sur salaire des résidents des foyers de St-Denis, Pierrefitte et de Nanterre.

Cependant, ces deux tribunaux ainsi que celui de Montreuil (départements 92 et 93) ont statué en faveur du monopole de marchands de sommeil qu'est la SONACOTRA, pour saisir sur les maigres salaires des travailleurs résidents dans les foyers prison, le loyer qu'elle nous impose pour payer le cercueil où elle nous fait dormir, alors que ces cercueils étaient déjà payés d'avance par l'argent du FAS qui est l'argent volé à nos enfants qui sont dans nos pays. Si cela est arrivé dans les départements 92, 93 et 94, comme les expulsions de nos 18 camarades délégués au mois d'avril 76, c'est parce que la SONACOTRA a trouvé là les conditions pour former la coali-

tion des forces représentatives des exploités contre les travailleurs immigrés.

Mais la victoire des résidents des foyers de Champigny, Massy, Sannois, Argenteuil-avenue du Parc, Corneilles-en-Parisis, Ermont, Garges-les-Gonesses et St-Ouen-l'Aumône, c'est la victoire de tous les résidents des foyers SONACOTRA. Ce n'est pas la division de la justice au niveau des foyers, ni des alliés de la SONACOTRA sur les négociations foyer par foyer complétés avec la SONACOTRA dans notre dos qui arrêtera les résidents dans leur marche vers la victoire.

A bas les diviseurs !

A bas les gérants racistes !

A bas les négociations foyer par foyer !

A bas les saisies-arrêts sur salaire des travailleurs !

Vive le comité de coordination !

Vive l'unité des travailleurs !

Retour de nos camarades expulsés !

SONACOTRA cèdera !

Les résidents vaincront !

Ecrire au comité de coordination, 56, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris 11e.

la France des luttes

Beulque : Roubaix-Tourcoing

LE 13e MOIS, ON L'AURA ! LE PERE BEULQUE LE PAIERA !

24 ouvriers (mécanos) des deux garages Beulque à Roubaix et Tourcoing luttent pour le 13e mois et contre l'exploitation dont ils sont victimes : les mécaniciens des garages ont moins d'avantages que les mécaniciens d'industrie.

Sur une réparation de voiture, l'ouvrier touche entre 8,88 F et 11,40 F pour un travail d'ouvrier qualifié ; or, le patron extorque au client 42 F. C'est l'ouvrier qui fait le travail et le patron, propriétaire du garage, lui vole trois fois son salaire.

Le patron prétend ne pas pouvoir satisfaire les revendications des ouvriers à cause des impératifs du plan Barre : il a proposé 20 heures de congés payés plus une prime exceptionnelle de 20 heures, et sous condition : une demi-journée d'absence entraînera l'abattement de 6 % de la prime.

Mais les travailleurs, qui se sont organisés en section CFDT refusent le chantage à la crise et le blocage des salaires.

Pour gagner, ils popularisent leur lutte :

- sur le marché de Roubaix où ils ont donné des conseils mécaniques gratuits aux clients : clients-ouvriers, tous unis contre Beulque !

- aux portes des usines : par exemple à Deffrenne où ils ont reçu un accueil, comme ils disent, « jamais vu ».

Contre le plan Barre,

Pour l'unité de la classe ouvrière,

Soutenons activement les Beulque !

Faites parvenir dons et messages de soutien avec mention « Beulque » à UL-CFDT, 109, rue de Tournai, 59200 Tourcoing. CCP : 355-91.

Correspondant HR.

TOUS A LA JOURNÉE PORTES OUVERTES AU FOYER SONACOTRA DE CHAMPIGNY

Les résidents du foyer SONACOTRA (Société nationale de construction de logement pour les travailleurs) de Champigny vous invitent à une *journée portes ouvertes* au foyer, pour le *premier anniversaire* de leur grève des loyers.

Ce sont des travailleurs, immigrés pour la plupart, qui luttent contre les loyers trop chers et pour leurs droits élémentaires.

Vous pourrez visiter leurs « cellules » qui font 5 m² et pour lesquelles on leur demande de payer 270 F.

Vous pourrez discuter avec eux sur le règlement intérieur qui leur interdit toute liberté.

Vous les entendrez témoigner du racisme du gérant. Ils vous expliqueront pourquoi ils font la grève et comment ils sont organisés en coordination avec des dizaines d'autres foyers SONACOTRA en grève.

Ils vous parleront du soutien et des trahisons qu'ils ont rencontré au cours de leur lutte.

**JOURNÉE PORTES OUVERTES
SAMEDI 5 MARS DE 14 A 24 H**
Foyer SONACOTRA : 79, rue du monument
Champigny
Bus 208 (départ gare du RER, arrêt : fort de Champigny).

PROGRAMME

Visite du foyer — Chants — Théâtre
Meeting-débat — Film — Buffet

Le comité de résidents
Le comité de soutien

continueront de respecter les structures syndicales et leur fonctionnement, de même qu'ils continueront de s'organiser à l'extérieur des syndicats.
Des lecteurs de HR, syndiqués à la CFDT — Santé et Services sociaux de l'Indreoti

Congrès du SGEN

ENTRE TENDANCE ET FRACTION UNE CONFUSION BIEN UTILE AU PS

Le Congrès de la Fédération « Santé et Services sociaux » de la CFDT s'est tenu à Pau du 14 au 19 février.

Il a été marqué par « l'affrontement », dès le premier jour, entre la majorité (PS) et l'« opposition » (principalement LCR et PSU). Edmond Maire avait même tenu à se déplacer. Dans le rapport sur les structures syndicales, nous avons relevé deux exemples significatifs des problèmes qui les « opposent ».

Premier exemple : Un texte de la LCR qui demande la possibilité de s'organiser en « tendance » à l'intérieur du syndicat, pour toute organisation politique.

« Les droits pour les tendances doivent comporter : le droit à des tribunes libres dans la presse publique et interne ; le droit à des contre-textes pour le congrès ; le droit à un certain nombre de réunions syndicales pour expliquer aux

structures non membres de la tendance leurs positions. Ces droits doivent être pris en charge par les structures syndicales elles-mêmes en planifiant le budget pour le droit de tendance, notamment à l'occasion de la préparation des congrès ».

Deuxième exemple : Un texte d'un groupe de travail du bureau fédéral qui pratiquait volontairement l'amalgame entre le « droit

de tendance » et la « fraction communiste ». Bien entendu, le groupe de travail du Bureau fédéral ne prend pas position... mais « constate », pages 12 et 13, que la CGT a scissionné 2 fois en 1922 et 1947 à cause « de la subordination d'un nombre important de responsables syndicaux à des centres de décisions extérieurs »...

Page 12, il cite pour preuve la neuvième condition d'adhésion à l'Internationale communiste :

« Il est nécessaire d'organiser au sein de ces organisations des cellules communistes qui, par un travail constant et persévérant, devront gagner les syndicats et les conseils d'ouvriers d'usines, les coopératives et les autres organisations de masse d'ouvriers à la cause du communisme... »

Le « droit de tendance »

prôné par les trotskistes n'a absolument rien à voir avec la « fraction communiste ».

— la tendance est une organisation à l'intérieur du syndicat (avec des droits !)

— la fraction est extérieure au syndicat. La tendance a pour effet de compliquer le fonctionnement du syndicat, et à long terme de le détruire, tout en faisant financer l'activité d'une organisation politique par le budget du syndicat.

La fraction a pour but de coordonner l'action syndicale des révolutionnaires communistes sans qu'il y ait contradiction avec les structures syndicales.

Pour ce qui nous concerne, nous condamnons à la fois la « tendance » trotskiste et la manœuvre du PS. ... De toutes façons, malgré les trotskistes et le PS, les marxistes-léninistes



NANTES

Ni Plan Barre, ni Programme commun UNE ASSISTANCE LARGE A LA REUNION DEBAT

Les communistes marxistes-léninistes du CDHR Pierre Sémard de Nantes ont organisé récemment une réunion-débat publique au centre social de Malakoff.

Ils ont pu aussi engager un débat fort intéressant avec une trentaine de participants du quartier et du sud de Nantes : travailleurs de la SNCF notamment, employés, enseignants, étudiants, éduca-

Un travailleur nous a demandé des précisions sur notre programme à long terme : la dictature du prolétariat, notamment en ce qui concerne les libertés. Nous avons montré la démagogie de l'Union de la gauche, qui s'efforce de camoufler le contenu de classe de la liberté, et nous avons expliqué que la dictature du prolétariat apportera la liberté pour 95 % de la population, les anciens exploités étant empêchés de nuire. Nous avons expliqué que la Chine et Mao avaient apporté une grande contribution en définissant une méthode juste pour résoudre les divergences au sein du peuple.

Un travailleur a exprimé son profond mépris pour le bourgeois rajeuni Mitterrand et a exprimé son sentiment qu'après la victoire de la gauche, le peuple l'éliminerait. Mais nous lui avons démontré que les révisionnistes n'étaient pas plus propres et qu'ils bénéficiaient de la complaisance de la bourgeoisie qui se garde bien de dévoiler leur conduite antipopulaire dans les syndicats, les municipalités, et leur font au contraire de la publicité comme à Europe 1. Nous avons expliqué qu'une fois au pouvoir, ils ne se comporteraient pas autrement qu'en Pologne, en URSS...

Une autre préoccupation est revenue souvent, celle de l'unité populaire avec notamment l'illusion sur les possibilités d'un large regroupement intégrant la «gauche» et «l'extrême-gauche». Nous avons expliqué que l'unité de classe ne pouvait se construire que dans la lutte contre la bourgeoisie et que dans ce cadre, les prétendus défenseurs des travailleurs dévoilaient leur visage véritable. Nous avons expliqué qu'il n'y avait qu'une classe ouvrière, et que le seul parti qui pouvait guider sa lutte vers le socialisme authentique était le PCMLF dont nous soutenons la ligne et l'édification.

Un travailleur demandant si nous ne faisons pas le jeu de la droite, nous avons répondu que ceux qui faisaient le jeu de la bourgeoisie étaient ceux qui se prétaient à sa comédie électorale, retenant les travailleurs qui voulaient arracher leurs revendications par la lutte, en-

leur faisant miroiter des promesses démagogiques, et en préparant derrière leur dos une politique de gestion du capitalisme en crise.

On nous a demandé ce que nous pensions des listes présentées à Nantes. Nous avons répondu que la liste du maire sortant, Morice, était la sœur jumelle de la précédente, soi-disant apolitique, mais réunissant des réactionnaires bien typés tel le RI Spartel qui a été le fer de lance de la répression du mouvement étudiant à Nantes le printemps dernier, en tant que président de

teurs, chômeurs, etc.

Si la volonté de changement était unanime, la discussion a porté sur le contenu des solutions proposées. Elle a permis de combattre un certain nombre d'illusions concernant l'Union de la gauche et d'avancer par contre les propositions des marxistes-léninistes. En voici quelques exemples.

l'université.

Celle de l'Union de la gauche, conduite par Chénard (qui a été 12 ans dans la municipalité de Morice), n'est qu'une nouvelle couverture de la bourgeoisie devant les difficultés de la crise ; ce n'est pas la présence des communistes qui changera quoi que ce soit, il n'y a aucune raison pour qu'ils se conduisent différemment à Nantes que dans les municipalités aux mains de leurs confrères, comme Colombes par exemple.

Cette petite réunion à la

quelle nous avons appelé par tracts et par invitations individuelles, était particulièrement bien venue au moment où les mass-média soumettent les travailleurs à droite comme à «gauche» à un bombardement démagogique intarissable.

Elle nous a permis de réunir une assistance assez large et de répondre de façon concrète et précise aux questions que des travailleurs posaient en toute simplicité. Elle nous a permis également de mieux faire connaître le PCMLF, authentique parti révolutionnaire du prolétariat.

Argenteuil

GREVE CONTRE LES CHARGES DE CHAUFFAGE

Voilà deux ans, les locataires de la ZUP se sont rendus compte du caractère exorbitant des charges de chauffage qu'on voulait leur faire payer. Ayant exigé de l'Office d'HLM de la région parisienne tous les justificatifs, ils ont constaté que l'excédent perçu par celui-ci s'élevait à 22 millions anciens pour l'année 73-74 et à 39 millions pour l'année 74-75.

Ils ont alors lancé un mot d'ordre de grève et 720 personnes versent ac-

tuellement les acomptes de chauffage sur un compte bloqué en déduisant les 30 % estimés injustifiés.

Mardi dernier, alors que l'huissier devait venir faire le relevé des saisies, l'Amicale des locataires affiliée à la CNL avait prévu pour l'en empêcher une mobilisation importante. Lorsque l'huissier, accompagné du commissaire, est arrivé dans la cité des Célestins pour procéder à 55 saisies, les locataires avaient été prévenus grâce aux guetteurs qui les

ont alertés par haut-parleurs. Il a donc trouvé rassemblées de nombreuses femmes de la cité ainsi que quelques hommes qui pour la circonstance n'étaient pas allés travailler.

Devant une telle mobilisation, il a été obligé de faire demi-tour. Une délégation de locataires s'est rendue chez le sous-préfet et devait rencontrer dans la semaine le directeur de l'office. Mais en tout état de cause, les locataires sont décidés à rester mobilisés le temps qu'il faudra.



informations générales

Grenoble

Doit-on choisir son patron ?

Samedi 26 février, un groupe d'employés communaux marxistes-léninistes de l'Humanité rouge a organisé à Villeneuve une rencontre-débat avec d'autres employés de la municipalité et des ouvriers en lutte sur le thème : «Bientôt les élections municipales». Que signifient-elles pour les travailleurs de la mairie dite «socialiste». Doit-on choisir son patron ?

C'est autour de cette question que s'intaura le débat après une projection d'un montage-diapos qui dénonçait aussi bien la bourgeoisie au pouvoir d'État que la bourgeoisie «de gauche». Il nous a permis de répondre à diverses questions telles :

«Ne pas voter, c'est faire le jeu de la bourgeoisie de droite ? N'est-ce pas se désintéresser de notre sort à tous ? Le Programme commun n'est-il pas un moindre mal ? ou encore «Ni plan Barre, ni Programme commun», d'accord mais quelle autre perspective lorsque l'un ou l'autre sera élu ?»

Nous avons montré en nous appuyant, notamment sur des exemples locaux, comment la «gauche» développerait, une fois au pouvoir d'État, des formes de répression plus subtiles mais d'autant plus dangereuses.

Les travailleurs présents (Raymond Boutons, Sescossem) ont expliqué comment les luttes dans leurs entreprises étaient l'objet de sabotage de la part des représentants syndicaux qui disaient notamment : «Un débrayage d'une heure oui, mais pas de grève, vous allez perdre de l'argent...»

Les communaux ont donné l'exemple de la «pointeuse» mise en place au Bureau d'aide sociale contre laquelle beaucoup de travailleurs protestent mais que la CGT approuve. Or, Mage, le secrétaire général du PAS, qui a eu l'initiative de cette «pointeuse» est à la CGT.

Projection, table de vente de livres, buffet, réunion-débat : une expérience intéressante et à renouveler.

Besançon

LES HANDICAPES MANIFESTENT

Les travailleurs handicapés du CAT de Besançon avaient obtenu par une lutte menée en 75 dans l'unité avec le personnel d'encadrement d'être payés au SMIC.

Depuis le mois de janvier, ils ont vu leur salaire baisser du fait de l'application de la «loi d'orientation» à 70 % du SMIC. Le 23 février était prise la décision de fermer le CAT «pour trois mois au moins» de manière à licencier le personnel d'encadrement actuel et à obliger les travailleurs handicapés à accepter la réduction

de leur salaire.

Décidés à ne pas se laisser faire, ils ont déjà entrepris plusieurs actions : paiement à 70 % seulement du prix des marchandises au Mamouth de Besançon, «mise à l'abri» du fichier «clients» du CAT revendiqué par la CFDT, etc.

Ils participeront à la manifestation prévue le 5 mars place de la Madeleine, par plusieurs organisations d'handicapés pour transformer ce jour de «quête» en une journée de lutte.

RASSEMBLEMENT ORGANISÉ PAR LES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTE DE L'HUMANITÉ ROUGE

Le 5 MARS 1977

à 14h30

Salle de l'ancienne bibliothèque (Rue Pasteur)



de 13h à 14h30 Panneaux, diapos révolutionnaires, livres, marchés.
A partir de 14h30 Films sur des entreprises en lutte
Prise de parole de travailleurs
Poèmes - intervention centrale
Projection de diapositives. DEBAT



culturel

LES QUILAPAYUN...

Des chansons au service de qui ?

Un lecteur de Bayonne nous a écrit après un spectacle des «Quilapayun». Il dit notamment :

«Nous avons eu l'occasion d'assister, dernièrement, au récital donné à Bayonne par le groupe chilien «Quilapayun».

«En ce qui concerne la qualité musicale et la mise au point du spectacle, il n'y a rien à dire : l'harmonisation est irréprochable. Mais pour ce qui est des textes, (chose, à mon avis, la plus importante !), ce n'était pas «tout à fait» ce que nous attendions d'eux.

«Mises à part les chansons de Victor Jara qu'ils interprètent, le reste se bornait à des chansons purement antifascistes ou simplement à des chansonnettes pour contenter la petite bourgeoisie qui était venue avide de «folklore sud-américain». Mais, nous, marxistes-léninistes qui assistions au spectacle... et bien, on est resté sur notre faim...

«Les «Quilapayun» ont de lourdes responsabilités sur leurs épaules, car ils passent auprès du

public pour les «représentants du peuple chilien». Mais en fait, ils sont au service de qui ?

«Pas une seule chanson anticapitaliste, pas une seule chanson vraiment prolétarienne. Sous le couvert de l'«antifascisme» (qui passe très bien, et pour cause, dans les couches bourgeoises) ils esquivent les aspirations et les problèmes du peuple travailleur.

«J'estime qu'on n'a pas le droit d'offrir (des chansons) à ceux-là-mêmes qui nous prennent tout, qu'on n'a pas le droit de divertir eux-mêmes qui nous font pleurer.

«Il faut que chacune de nos chansons, que chacun de nos textes, soit un grand coup de poing dans la gueule de la bourgeoisie capitaliste, des oppresseurs de la classe ouvrière, et non pas un simple coup

de plumeau comme font les chanteurs au service du révisionnisme.

«Il faut que chacune de nos chansons soit un grain de sable dans le mécanisme capitaliste et, en même temps, une goutte d'huile dans le mouvement prolétaire.

«On ne refait pas le monde avec une chanson... nous dira-t-on, mais ceci n'est vrai que pour la chanson sans parti, éloignée des masses, pour la chanson au-dessus des classes comme veulent nous faire la bourgeoisie et le révisionnisme.

«La culture et l'art, c'est dans le cœur des masses qu'on doit aller les chercher, et c'est justement les problèmes et les aspirations des masses qu'il faut retracer et divulguer notamment par la chanson».

Pas une seule chanson de «collaboration» !
Vive la culture prolétarienne de tous les pays du monde !

Vive le marxisme-léninisme !

Un lecteur de Bayonne

Val-de-Marne

Comment une troupe de «gauche» joue Molière

Sous le patronnage des services culturels de la Mairie (PCF) de Champigny, le théâtre Populaire du Val-de-Marne, dirigé par P. Della Torre et J.L. Zaccaron, a donné une série de représentations du *Malade Imaginaire*.

L'avant-garde

Cette mise en scène, telle qu'elle a été présentée au public scolaire, détruit complètement la pièce. Les acteurs démenagent tout un bric-à-brac sur la scène, allument des bougies, se peignent, restent plantés là sans rien faire, en attendant leur tour de parler.

De prétendues trouvailles de mise en scène détournent l'attention de la pièce : par exemple, le médecin Purgon arrivait en scène une fourche à la main !

Un jeune immigré marocain de 12 ans écrit à ce propos : «Cette pièce n'était pas du tout réussie, car ils ont fait un peu n'importe quoi. Ils ont gaspillé des bougies pour rien, car ils en mettaient partout, mais ce n'était pas ça qui éclairait. Au début de la pièce, ils distribuaient des feuilles de maladie comme si on était malade ; et ils faisaient des galipettes (...) C'était pourri. A la fin, tout le monde parlait, alors les acteurs parlaient tout seuls comme des crapauds».

Et le mépris des masses

Ajoutons que les acteurs, ne sachant pas leurs rôles,

parlaient bas. Un jeune congolais écrit : «C'était comme un bourdonnement de mouches à mes oreilles».

Dans une lettre collective de protestation, des enseignants soulignent aussi : «L'un d'eux lisait calmement son texte sur scène ligne à ligne sans même faire l'effort de cacher le petit classique Larousse que les élèves ont bien vite reconnu. Peut-être les acteurs économisaient-ils leur voix et leur mémoire pour un public «meilleur» ? Toujours est-il qu'il est scandaleux de considérer le pu-

blic scolaire comme un public d'aveugles, de sourds et d'imbéciles, bref comme un sous-public devant lequel on peut se permettre n'importe quoi».

Élèves et enseignants ont unanimement dénoncé cette escroquerie : 800 spectateurs à 5 F, cela fait 4 000 F pour une représentation.

Seul un petit responsable révisionniste a tenu à défendre ce «théâtre populaire» de copinage, en prétendant que «on ne peut pas se fier au jugement des enfants».

Un lecteur

Le prix de la Société d'encouragement au Bien pour Hergé

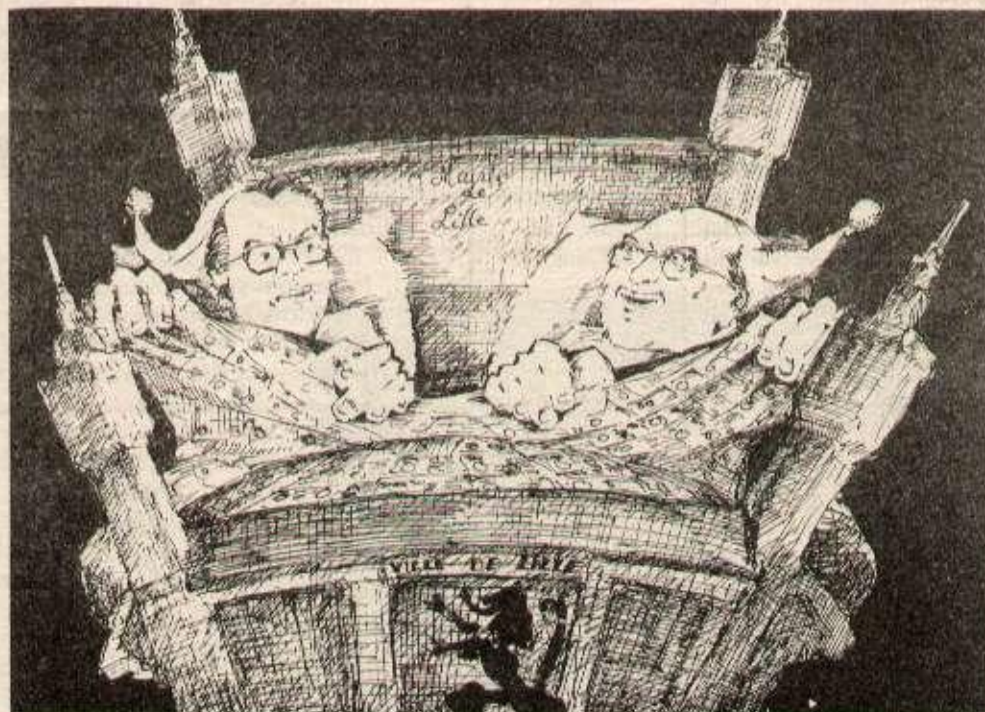
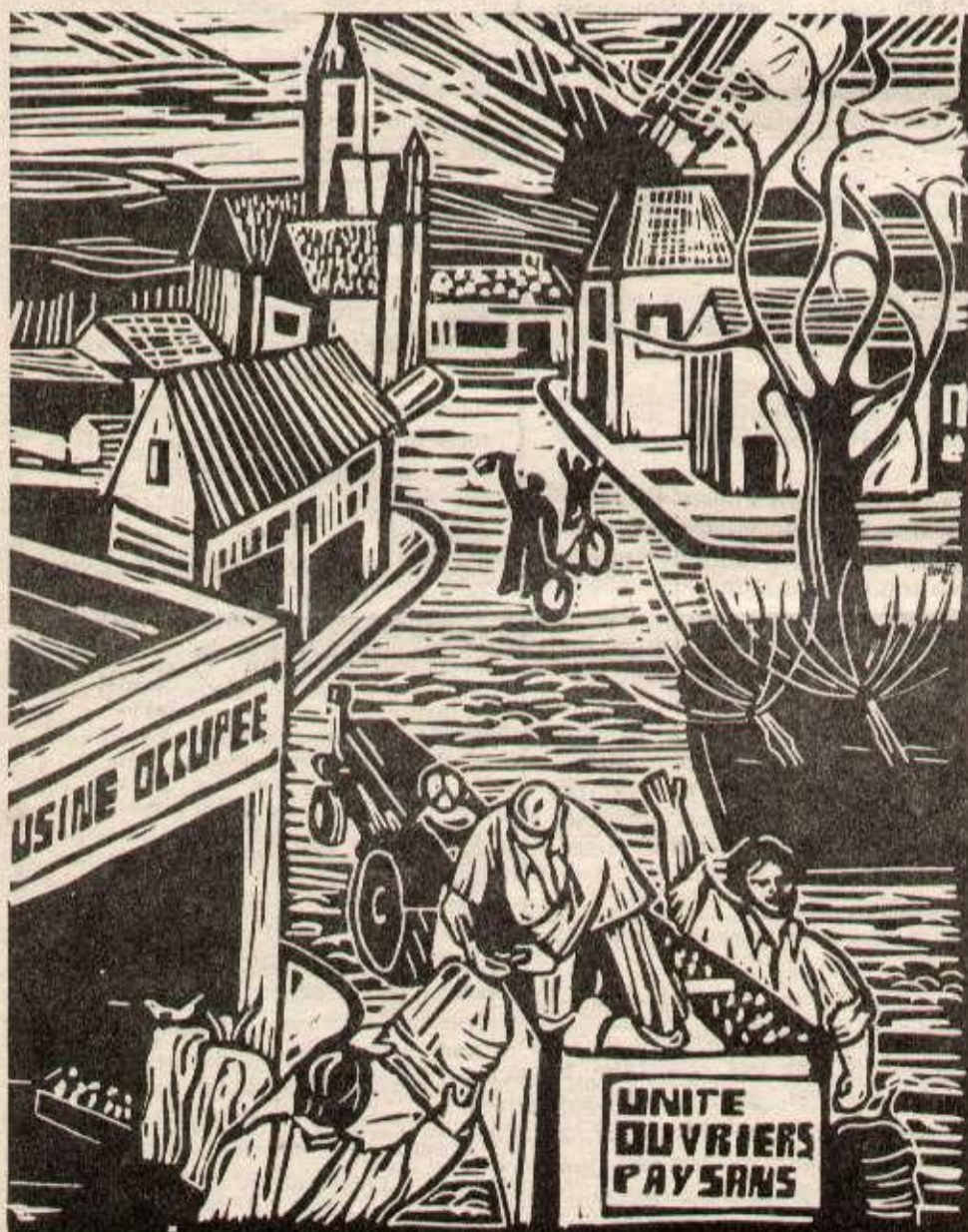
Un susucré pour le larbin

C'est le 21 février que Hergé, créateur de Tintin, a reçu lundi des mains de Poher, le prix que vient de lui décerner la Société d'encouragement au bien (SEB).

Drôle de société ! Fondée il y a plus d'un siècle, la SEB attribue chaque année «un certain nombre de récompenses à des personnes dont le dévouement mérite d'être cité en exemple» (sic). Il faut lire dévouement à la bourgeoisie.

Là-dessus, bien évidemment, Hergé est irréprochable. Il aurait même pu décrocher le grand prix toute catégorie de la collaboration pour son dévouement aux autorités allemandes lors de l'occupation de la Belgique.

Par cette distinction, la bourgeoisie met l'accent sur l'importance de la bande dessinée dans la diffusion de son idéologie. Un livre intitulé «Donald l'imposteur» vient de sortir en librairie. Dans ce livre, l'auteur démontre l'importance qu'ont joué les bandes dessinées de Walt Disney pour véhiculer en Europe l'idéologie des impérialistes américains.



VU PAR WILLIAM : Municipales à Lille. Mauroy-Segard : Bonnet blanc blanc bonnet.

L'Humanité Rouge

Les trois mondes (4)

L'IMPERIALISME C'EST LA GUERRE

«Il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme»
(Lénine - Le Socialisme et la guerre)

Pour essayer de se sortir de la crise actuelle, les pays impérialistes cherchent de nouveaux débouchés. Ceci entraîne une rivalité accrue entre les deux superpuissances - URSS et USA - et les autres impérialismes : entre l'impérialisme, le social-impérialisme et les pays du tiers monde. A l'intérieur même des pays capitalistes s'organise la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les États-Unis et l'URSS ont acquis une puissance nettement supérieure aux autres impérialismes. Les États-Unis, bien qu'ayant subi de cinglants échecs cherchent à préserver leur suprématie et se trouvent sur la défensive. L'URSS, arrivée plus tard - comme puissance impérialiste - occupe peu de régions (en comparaison), mais ambitionne d'être le maître du monde et se trouve à l'offensive.

LA GUERRE EST LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE PAR D'AUTRES MOYENS

Dans les années 1930, Hitler a montré la même ambition et cherchait à prendre la place de l'Angleterre qui était alors la puissance dominante. Après s'être hissé au pouvoir, avec l'aide du grand capital, ses objectifs expansionnistes l'ont amené à baser l'économie sur les préparatifs de guerre : la course folle aux armements.

C'est précisément ce sur quoi l'URSS social-fasciste et social-impérialiste d'aujourd'hui concentre ses affaires (les armes ça ne se mange pas !).

Le rapport de forces en matière militaire entre les deux supergrands, tout en étant en relatif équilibre penche de plus en plus en faveur du social-impérialisme. Forcément, à un moment ou à un autre il y aura rupture d'équilibre entre eux et alors l'affrontement ne se fera plus autour d'une table de négociations pour signer des accords de «paix» et de «détente» - mais ce sera les bouches des canons qui parleront.

Pourquoi ?

Ce sont des rapports de forces donnés, l'exacerbation objective de contradictions inconciliables qui provoquent la guerre inter-impérialiste, qui provoqueront la guerre entre les États-Unis et l'URSS. C'est-à-dire que ce sera la continuation de leur politique, de leur rivalité impérialiste par d'autres moyens, et non des décisions d'état-major politiques ou militaires.

Les impérialismes secondaires - comme la France et les autres pays de l'Europe de l'Ouest - tout en ne prétendant pas à l'hégémonie mondiale, et s'opposant plus ou moins aux deux superpuissances qui veulent les asservir, jouent des coudes avec leurs voisins et exploitent le peuple pour essayer de se sortir de la crise. C'est leur potentiel économique et technologique qui se trouve être le centre d'intérêt des appétits voraces des deux géants, du social-impérialisme plus particulièrement, du fait qu'il en a le plus besoin, vu

ses faiblesses économiques.

L'impérialisme américain cherche lui, à préserver ses acquis, il est donc sur la défensive. Les impérialismes secondaires, du fait de leur nature de classe, oscillent constamment entre les concessions et l'opposition aux superpuissances.

Seul le peuple, et particulièrement le prolétariat, n'a pas de «profit égoïste» à préserver, mais a à se battre contre toute forme d'oppression et d'exploitation pour tôt ou tard y mettre fin. Ses intérêts à lui ? Prendre tout le pouvoir. Cela sera plus difficile si, en plus de sa propre bourgeoisie, il doit se battre contre des oppresseurs étrangers. Mais c'est possible, l'histoire nous l'a prouvé. Il doit s'en préoccuper dès maintenant.

Le rapport entre la guerre et la paix, depuis que le capitalisme a atteint son stade suprême « l'impérialisme » (fin 19e, début du 20e siècle), a toujours été un point de contradiction fondamentale entre le marxisme et le révisionnisme. En effet, au moment où les nuages noirs de la 1ère guerre mondiale s'accumulaient de plus en plus, le révisionniste Kautsky considérait que l'aspect principal était la «coalition» entre les impérialismes ; alors que Lénine considérait que les impérialismes se disputent de plus en plus, que «les alliances pacifiques préparent les guerres» (1). Durant les toutes premières années de cette grande lutte, reconnaître ou ne pas reconnaître que l'impérialisme c'est l'agression, c'est la

nomiques primordiaux, par le minimum de pacifisme et de libéralisme, par le développement maximum et le plus généralisé du militarisme» (3).

PARLER DE PAIX POUR MIEUX PRÉPARER LA GUERRE

À l'heure actuelle, l'affrontement des deux superpuissances impérialistes prétendant à l'hégémonie mondiale va grandissant.

Étant donné que la crise mondiale du capitalisme exacerbe les contradictions fondamentales (impérialisme-nations opprimées, bourgeoisie-prolétariat), les facteurs de révolution augmentent dans le monde entier. La guerre est une tentative - des superpuissances - pour résoudre leurs contradictions internes économiques et politiques. C'est le social-impérialisme, le plus agressif, qui parle le plus de «détente» et cherche à faire signer des accords, pour tromper la vigilance des peuples. Pendant ce temps, il se prépare fébrilement à l'agression.

UTILISER LA GUERRE DANS LE SENS DE LA RÉVOLUTION

Il n'est pas possible de dire où et comment se déclenche la guerre, mais ce que disait Lénine en 1912 reste valable aujourd'hui : «Que les gouvernements de chaque pays n'oublient pas : dans la situation actuelle en Europe et face à la colère de la classe ouvrière, cela ne se ferait pas sans danger pour eux-mêmes. Qu'ils le notent bien : la guerre franco-allemande a débouché sur la révolution de la Commune de Paris, la guerre russo-japonaise a débouché sur la révolution du peuple russe». (4).

Par la suite, de la 1ère guerre mondiale est sortie la Révolution d'Octobre en Russie (5), de la seconde est sortie la révolution albanaise et de plusieurs autres pays ; si les deux superpuissances s'obstinent à déclencher une 3ème guerre mondiale, cela suscitera à coup sûr une révolution encore plus grande dans le monde, qui hâtera la destruction des impérialistes.

Pour retarder l'éclatement de la guerre mondiale : développer les forces révolutionnaires (prioritairement dans la classe ouvrière) du point de vue idéologique, politique et organisationnel ; combattre l'esprit de capitulation dont les plus ardents défenseurs sont les révisionnistes, car toute concession au social-impérialisme («détente», etc.) favorise ses préparatifs de guerre. Ce n'est que dans ces conditions que le Parti du prolétariat se donnera les moyens de diriger le peuple pour repousser les agresseurs et préparer la Révolution prolétarienne.

(1) «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine. Éditions de Pékin. P. 144

(2) Idem. P. 5

(3) «La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky» de Lénine. Éditions de Pékin. P. 15

(4) Il s'agit de la révolution de 1905, qui proclama la fin de l'époque de développement «pacifique» du capitalisme.

(5) En Russie : la guerre se transforme en révolution, la révolution conjure la guerre.

L'EXPERIENCE DES DEUX GUERRES MONDIALES

1re GUERRE MONDIALE

Guerre impérialiste

Injuste pour les peuples dont les intérêts ne se confondent avec aucun de ceux des deux blocs impérialistes engagés dans les combats.

Lénine prépare, dès 1914, la Révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en organisant la lutte contre l'État de son propre pays, l'État tsariste.

Il saisit le moment le plus opportun où les belligérants se sont affaiblis dans leur guerre, pour faire triompher la Révolution prolétarienne, en octobre 1917.

Les impérialistes concluent bientôt la paix (no vembre 1918) et tentent ensuite de se retourner ensemble contre le jeune État socialiste, mais sont vaincus.

2e GUERRE MONDIALE

Sur le plan international, 2 phases sont à distinguer :

- du 1er septembre 1939 au 21 juin 1941 (date de l'agression contre l'URSS).

- du 21 juin 1941 au 8 mai 1945.

Première phase : guerre impérialiste

Injuste pour tous les peuples qui doivent s'y opposer et tenter de renverser leurs États capitalistes respectifs.

Deuxième phase : guerre mondiale contre le fascisme sous le signe de la solidarité avec l'URSS, premier pays socialiste de l'histoire.

SUR LE PLAN FRANÇAIS.

La première phase comporte deux périodes distinctes :

- du 1er septembre 1939 au 10 juin 1940 (date de l'occupation de la France).

- du 10 juin 1940 au 21 juin 1941 (agression contre l'URSS)

Pendant la première période, le peuple de France, dirigé par le PCF, devait travailler à renverser son propre État (comme Lénine de 1914 à 1917) pour réaliser la Révolution prolétarienne.

Pendant la seconde période, le peuple de France, dirigé par le PCF, devait mener une guerre de libération nationale contre les occupants fascistes et, en même temps, travailler à préparer et réaliser la Révolution prolétarienne.

Enfin :

- du 12 juin 1941 au 8 mai 1945 (2e phase de la guerre mondiale), le peuple de France, dirigé par le PCF, devait mener une guerre de libération nationale dans le cadre du Front uni mondial contre le fascisme, donc en solidarité étroite avec le combat de l'URSS, tout en préparant la Révolution prolétarienne.

LA GUERRE EST INÉVITABLE TANT QU'EXISTE L'IMPERIALISME

Pour aider à comprendre la situation actuelle et l'inévitabilité de la guerre, il est utile de se référer au matérialisme historique, à la théorie marxiste sur la guerre et son développement qui caractérise l'époque (qui continue encore de nos jours) de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne.

guerre, devint le point central du combat.

Lénine indiqua également que l'impérialisme c'est la domination du capital financier, et que «sur cette base économique, les guerres impérialistes sont absolument inévitables, aussi longtemps qu'existera la propriété privée des moyens de production» (2).

Le capitalisme monopoliste « se distingue en raison de ses caractères éco-

Dans «l'impérialisme, stade suprême...», Lénine a défini quels sont les 5 caractères de l'impérialisme qui causent le caractère inévitable des guerres :

- le rôle décisif du monopole
- la fusion du capital bancaire et industriel
- l'exportation des capitaux
- les alliances monopolistes
- le partage du monde